

LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs,** en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs**. C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité :** les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

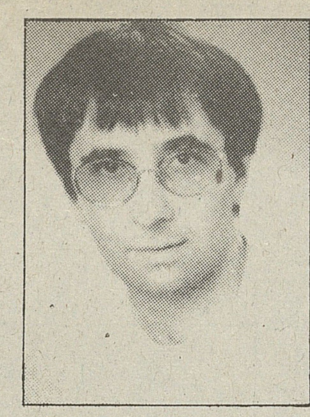
Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain,** nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

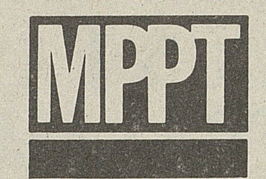
La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57



ÉLECTION DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE 16 MARS 1986

LISTE DU



MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

HAUT-RHIN

Fabrice Monnot

(29 ans, professeur de lycée d'enseignement professionnel)

Cinq ans après l'élection de la majorité PS-PCF, où en sommes-nous dans le département ?

Parmi les nombreux problèmes qui se posent aux travailleurs, nous en avons retenu trois.

LE CHÔMAGE :

La majorité PS-PCF en avait fait, lors de son élection, l'objectif prioritaire : 3 millions de chômeurs en France et 70 000 en Alsace officiellement, près du double par rapport à 1981.

Pas une vallée, un canton, une ville, une activité qui échappent à ce fléau. A Colmar, par exemple, l'activité textile a quasiment disparu ; à Orbey, la disparition de Hussor ne laisse comme ressources que le tourisme et l'agriculture. Toute fermeture d'usine signifie la mort d'une vallée ou du canton. Tous les secteurs industriels sont touchés, Peugeot à Mulhouse n'embauche plus, les mines ferment les puits, d'autres usines licencient comme la SACM, DMC, Manurhin... pour ne citer que les plus importantes ou les plus anciennes.

LA FLEXIBILITÉ

L'Alsace, région de tradition, innove en la matière : avant même que la loi ne soit votée, elle est déjà appliquée. Les établissement textiles Lang, près de Mulhouse, ont commencé : pour « exploiter au maximum le potentiel technique de l'usine » elle fonctionne en continu, dimanche compris. Rhénalu à Neuf-Brisach a suivi.

Aménagement des horaires, flexibilité, rentabilité optimum, tout cela n'arrange que les capitalistes ; pour les travailleurs, c'est la remise en cause de tous les acquis, et on voit ces chauds partisans du droit local que sont les patrons les remettre en cause quand cela les arrange, n'hésitant pas à rétablir le travail le dimanche.

LA LAÏCITÉ

Notre liste est la seule à se réclamer de la défense de la laïcité de l'école et de l'Etat. Elle exige l'abrogation du statut scolaire d'exception et antidémocratique toujours en vigueur en Alsace.

Une particularité du droit local exige la présence des crucifix dans tous les établissements publics (mairies, écoles...), ainsi que l'enseignement religieux dans les écoles. A cette particularité-là, la droite et le patronat restent farouchement attachés, à la différence du repos dominical.

Les réformes Savary et Chevènement, outre qu'elles confirment ces dispositions en vigueur, livrent l'école aux groupes de pression politiques et économiques.

N'a-t-on pas vu près de Mulhouse, dans un quartier populaire, les enfants de CM2 (10 ans) envoyés en « classe-usine » à Peugeot au lieu des classes vertes, pour les « familiariser avec le monde du travail » ?

N'a-t-on pas vu, toujours à Mulhouse, la création d'un enseignement « fast-food » (sic !) post-CAP, durant lequel les élèves ont 15 semaines de 30 heures de cours d'une traite, puis 15 semaines de stage dans les fast-food de la région.

Pour lutter contre le chômage, il faut interdire les licenciements, donc une loi, c'est la première mesure ; la majorité PS-PCF avait le pouvoir de la voter, elle ne l'a pas fait.

Chacun, chacune le constate, ce n'est pas avec une politique de droite qu'on peut battre la droite. C'est la raison pour laquelle des enseignants de LEP, des mères de famille, des ouvriers se présentent sur la liste MPPT.

Imp. PIE

VOTEZ POUR LA LISTE MPPT
CONDUITE PAR FABRICE MONNOT

Fabrice Monnot, 29 ans, professeur de lycée d'enseignement professionnel • **Jean-Luc Hoffmann**, 29 ans, employé à l'ASSEDIC • **Jean Gemberle**, 34 ans, enseignant de collège • **Sabine Muck**, 29 ans, professeur de lycée d'enseignement professionnel • **Christiane Schmitt**, 37 ans, agent administratif • **Liliane Aubry**, 36 ans, employée • **Elisabeth Willemann**, 26 ans, éducatrice • **Christian Girod**, 26 ans, employé de banque • **Rui Manuel Da Silva**, 28 ans, chaudronnier.

ATTENTION : ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront remis au bureau de vote.